

Unité départementale d'Eure-et-Loir
Cité Administrative
15 Place de la République
28019 CHARTRES CEDEX

Chartres , le 02/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CGM BIO-ENERGY

2 rue de Chartres
28700 UMPEAU

Références : 14356/RAPVI/CF/IC220117

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2022 dans l'établissement CGM BIO-ENERGY implanté La Croix Blanche 28700 FRANCOURVILLE . L'inspection a été annoncée le 05/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'installation de méthanisation CGM BIOENERGY a été enregistrée par arrêté préfectoral le 27/11/2020. La présente visite d'inspection a été réalisée au cours de la phase de construction de l'installation de méthanisation, en vue de contrôler la conformité de certaines dispositions constructives et la prise en compte des nouvelles dispositions réglementaires apportées par l'arrêté ministériel du 12/08/2010 modifié le 17 juin 2021. Selon l'exploitant, la mise en service de l'installation est prévue en juin-juillet 2022 et l'injection de méthane dans le réseau gaz entre août et octobre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CGM BIO-ENERGY
- La Croix Blanche 28700 FRANCOURVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0010014356
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Installation de méthanisation de matières et déchets végétaux

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions constructives

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8	/	Sans objet
Formation.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 28	/	Sans objet
Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
Collecte des effluents liquides.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 38	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Clôture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17	/	Sans objet
Accessibilité.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 18 > I.	/	Sans objet
Accessibilité des engins à proximité de l'installation.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 18 > II.	/	Sans objet
Dispositifs de rétention - intrants ou digestats liquides	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 > I.	/	Sans objet
Stockage du digestat.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34	/	Sans objet
Stockage intrants	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34 bis	/	Sans objet
Confinement des eaux polluées ou susceptibles	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En l'état actuel d'avancement de la construction, l'installation est dans l'ensemble réalisée conformément au dossier d'enregistrement déposé. Des aménagements sont néanmoins prévus afin de mettre en conformité l'installation avec les nouvelles dispositions réglementaires apportées par l'arrêté ministériel du 12/08/2010 modifié le 17 juin 2021, s'agissant en particulier de la couverture des digestats solides ainsi que de l'étanchéité et de la couverture de la lagune des digestats liquides. Il est cependant constaté que le réseau des eaux pluviales non polluées (eaux de toiture) n'est pas séparatif et que des déchets de pulpes de betterave ont déjà été réceptionnés sur le site sans avoir été consignés dans un registre des déchets entrants.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Clôture de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Constats : Présence d'une clôture autour du site permettant d'interdire toute entrée non autorisée.
Observations : Une clôture est d'ores-et déjà installée tout autour du site. Il n'existe qu'un unique accès à l'installation au niveau de la RD335-5. Le jour de la visite, le portail permettant de limiter l'accès à l'installation n'est pas encore posé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Paysage
Constats : Les travaux d'aménagement paysagers sont envisagés postérieurement à la date prévisionnelle de démarrage de l'installation.
Observations : Les merlons entourant le site et destinés à recevoir les plantations pour former une haie paysagère sont en place. Néanmoins, l'exploitant indique que les aménagements paysagers ne pourront être effectués qu'à l'automne 2022 par un prestataire, prochaine période favorable pour les plantations. La mise en service de l'installation est prévue en juin-juillet 2022. Il convient dans ce cadre que l'exploitant transmette un calendrier de réalisation des travaux d'intégration paysagère prévus dans le dossier de demande d'enregistrement et le devis validé à cet effet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accessibilité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 18 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Constats : Existence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Observations : Le site présente un accès suffisamment dimensionné permettre l'intervention des services d'incendie et de secours à partir de la RD335-5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accessibilité des engins à proximité de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 18 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Constats : Existence d'une voie engins permettant la circulation des des engins des services de secours vers les zones à risque de l'installation.
Observations : En l'état actuel des travaux, la voie engins permettant l'accès aux digesteurs et aux zones de stockage des digestats solides et des intrants végétaux est d'une largeur supérieure à 3 mètres, à l'air libre et ne présente pas de pente notable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 28
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite de l'exploitation
Constats : Absence d'information sur les dates des formations de l'exploitant et de son personnel d'exploitation, avant le démarrage des installations.
Observations : L'exploitant indique que le constructeur du méthaniseur VALOGREEN accompagnera CGM BIOENERGY pour l'exploitation de l'installation pendant 1 an. Il est prévu l'embauche d'une personne pour la conduite de l'exploitation au quotidien. Néanmoins, au jour de la visite, aucune formation n'a encore été dispensée à exploitant et son personnel d'exploitation sur la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention. Les dates de formation ne sont pas encore fixées. Il est rappelé que la formation doit être dispensée avant le démarrage des installations. Au vu de la date prévisionnelle prochaine de démarrage des installations, il convient que l'exploitant informe l'inspection des installations classées du calendrier envisagé pour la dispense des formations du personnel qui sera chargé de l'exploitation du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositifs de rétention - intrants ou digestats liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Constats : Les dispositifs de rétention sont en cours de construction.
<p>Observations : L'article 30 de l'arrêté ministériel du 12/08/2010, dans sa version précédente applicable à l'installation prévoit que « L'installation est en outre munie d'un dispositif de rétention, le cas échéant effectué par talutage, d'un volume au moins égal au volume du contenu liquide de la plus grosse cuve, qui permet de retenir le digestat ou les matières en cours de traitement en cas de débordement ou de perte d'étanchéité du digesteur ou de la cuve de stockage du digestat. »</p> <p>L'exploitant confirme qu'un dispositif de rétention effectué par talutage est prévu sur l'installation, d'une capacité, d'après le dossier d'au moins 2 401 m³, soit 50 % des volumes stockés en cuve. Le dossier précise que cette rétention sera assurée sur le site grâce à l'aménagement d'un merlon de terre. Une partie de l'argile terrassée pour décaisser le site sera conservée et compactée afin de reconstituer une couche de sol à très faible perméabilité et donc peu infiltrante.</p> <p>Il convient que l'exploitant soit en mesure de justifier le volume effectif de la rétention ainsi que le caractère très faiblement perméable de la rétention globale du site par des mesures de perméabilité du sol.</p> <p>S'agissant du stockage du digestat liquide, l'exploitant envisage deux options pour la mise en conformité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la mise en place dans la lagune d'une double géomembrane ;- la mise en place d'une poche de stockage des digestats liquides dite « post-digesteur à poche souple » permettant la récupération du méthane résiduel, déposée dans la fosse construite initialement pour la lagune, munie d'une géomembrane.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage du digestat.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Constats : Au jour de la visite, une plate-forme bétonnée est construite pour le stockage des digestats solides. La lagune de stockage des digestats liquides est creusée.
Observations : Le jour de la visite, la plate-forme bétonnée de stockage des digestats solides est construite et entourée d'un mur sur 3 côtés. L'exploitant indique que pour se conformer à la disposition de couverture des digestats solides, applicables au 01/07/2023, il a prévu une couverture de la plate-forme avec la réalisation un hangar à auvent avec bardage (qui sera muni de panneaux solaires). L'ouvrage de stockage des digestats liquides prévu dans le dossier d'enregistrement est constitué d'une lagune sur site et de deux lagunes déportées pour faciliter les opérations d'épandage. Le jour de la visite, la fosse de la lagune est creusée mais non encore rendue étanche. L'exploitant précise qu'en sortie du méthaniseur, le digestat liquide aura subi un traitement inférieur à 80 jours, de l'ordre de 65 jours. L'exploitant indique que pour se conformer à la disposition de couverture des digestats liquides, applicables au 01/07/2023, deux solutions sont à l'étude : <ul style="list-style-type: none">- un bâchage de la lagune ;- la mise en place d'une poche de stockage des digestats liquides dite « post-digesteur à poche souple » permettant la récupération du méthane résiduel. L'exploitant précise qu'au vu du coût de mise en conformité, il est probable que les lagunes déportées ne soient pas mises en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité
Constats : Absence de registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.
Observations : Le jour de la visite, il est constaté la présence d'un stock de pulpes de betteraves dans un des casiers de réception des intrants végétaux (1000 t d'après l'exploitant). Ces pulpes de betterave sont recouvertes d'une bâche d'ensilage de protection. Néanmoins, le registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants n'a pas encore été mis en place dans l'installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage intrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Constats : Le jour de la visite, quatre casiers de stockage des matières entrantes végétales sont construits sur une plate-forme bétonnée munis de murs de séparation.
Observations : L'exploitant précise que les eaux de ruissellement et les jus seront récupérés par un dispositif de drainage, construit mais non visible le jour de la visite et qu'il est prévu que les déchets végétaux soient couverts par des bâches d'ensilage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Collecte des effluents liquides.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Constats : Le réseau de collecte des effluents aqueux ne permet pas une gestion séparée des eaux pluviales de toiture non polluées.
<p>Observations : Le réseau de collecte des eaux prévoit une séparation entre :</p> <ul style="list-style-type: none">- les eaux chargées en matières organiques (jus des plate-formes des intrants végétaux, zone de chargement) qui sont collectées pour être injectées dans les digesteurs ;- les eaux de ruissellement potentiellement polluées, collectées dans un bassin après passage par un séparateur à hydrocarbures, puis rejetées dans un bassin d'infiltration. <p>Néanmoins, le réseau actuel ne prévoit pas une gestion séparée des eaux pluviales de toiture non polluées (hangar de maintenance et de bureaux), qui seraient collectées dans le réseau des eaux potentiellement polluées. En vue de la mise en conformité de l'installation à la disposition de couverture des digestats solides, applicable au 01/07/2023, l'exploitant a de plus prévu une couverture de la plate-forme avec la réalisation un hangar à auvent avec bardage.</p> <p>L'inspection rappelle que le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires souillées des eaux pluviales non susceptibles de l'être.</p> <p>L'exploitant indique qu'il pourra être mis en place une gestion séparée des eaux de toiture, rejetées au milieu naturel dans un fossé d'infiltration construit à proximité des bâtiments concernés.</p> <p>Il convient que l'exploitant tienne à jour le plan des réseaux de collecte des effluents.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux polluées ou susceptibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Constats : Un bassin de récupération des eaux de ruissellement est déjà implanté sur le site et muni d'une géomembrane. Il est destiné à pouvoir également recueillir et confiner les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.
Observations : Le réseau actuel ne prévoit pas une gestion séparée des eaux pluviales de toiture non polluées (hangar de maintenance et de bureaux), qui seraient collectées dans le réseau des eaux potentiellement polluées (cf. point précédent). Un bassin de récupération des eaux de ruissellement est déjà implanté sur le site et muni d'une géomembrane. Le jour de la visite, le bassin est rempli jusqu'au niveau du conduit de déversement dans le bassin d'infiltration adjacent, soit environ la moitié du bassin. Le dossier indique que le volume nécessaire du bassin de rétention pour le recueil des eaux de ruissellement est de 547 m ³ . Une vanne de coupure manuelle permet d'isoler ces deux ouvrages en cas de besoin de confinement des eaux d'extinction d'incendie. L'exploitant doit pouvoir justifier que le bassin est dimensionné de façon à pouvoir également recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie et que le volume nécessaire est disponible en tout temps, par exemple à l'aide d'une jauge de niveau de remplissage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet